

Quand la crise tourne la tête des économistes

Jean-Marie Harribey

30 mai 2020

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2020/05/30/quand-la-crise-tourne-la-tete-des-economistes>

Le texte ci-dessous, qui a été signé également par Esther Jeffers et Dominique Plihon, a été proposé à la rédaction des Échos, mais est resté sans réponse.

À quelque chose malheur est bon. La crise sanitaire n'échappe pas à cette règle. En tout cas pour les économistes qui n'ont pas l'habitude d'être trop critiques pour l'organisation économique. Jean-Marc Daniel signe dans *Les Échos* du 27 mai 2020 un article intitulé « Déconfinement : libérons le travail pour aider les entreprises ». Les arguments sont imparables. La référence à la CGT (de 1944, pas d'aujourd'hui) pour produire d'abord, revendiquer ensuite ne peut qu'attirer l'attention. Surtout, « le bon sens réclame de revenir aux fondamentaux de l'économie, selon lesquels, par-delà les aléas conjoncturels, la croissance repose sur le travail et son efficacité, mesurée par sa productivité ». Voilà une conversion de taille à l'économie politique, voire à celle de Marx. Le travail seul producteur. La crise nous avait révélé les travaux utiles, essentiels. Amènerait-elle sur leur chemin de Damas tous ceux qui théorisent le capital sous toutes ses formes ? On n'ose y croire.

Poursuivons la découverte de l'analyse du professeur Daniel. Accroître la productivité exige d'investir. Très juste. Comment ? « En accélérant l'amortissement et en réduisant l'impôt sur les sociétés, quitte à demander un effort fiscal aux ménages ». Quels ménages ? Ceux qui paient surtout la TVA ou ceux qui devraient être dans la tranche la plus élevée de l'impôt sur les revenus ?

Comme l'investissement et l'augmentation de la productivité prennent du temps, « il faut mobiliser le travail en augmentant sa durée ». Las, la conversion à l'hétérodoxie a été, elle, de courte durée. Et, dès lors, Jean-Marc Daniel nous ramène en terrain connu. Le raisonnement comporte trois temps. 1) Le travail est le seul producteur ; 2) pour produire plus, il faut augmenter le temps de travail ; 3) cette augmentation du temps de travail concerne ceux qui travaillent déjà. La valse à trois temps s'arrête là parce que, dans ce bal de l'économie, les six millions de chômeurs font toujours tapisserie. Jamais les partisans de l'augmentation du temps de travail ne se disent que, s'il faut travailler davantage, alors cet accroissement pourrait être offert à ceux qui attendent de travailler.

Autrement dit, le professeur d'économie oublie ou feint d'ignorer que la production est le résultat de sa combinaison avec trois autres variables : la productivité horaire du travail, le nombre d'emplois et la durée individuelle du travail. En ne prenant pas simultanément en compte ces quatre éléments, l'argumentaire est faussé. La revendication d'allonger la durée du travail de ceux qui ont déjà un emploi ne peut que conforter la pression sur les conditions de travail, sur les salaires, et ne jamais résoudre la question du chômage. Hors temps de crise, et *a fortiori* en temps de crise. À court terme, cette stratégie rend impossible d'aider les populations les plus touchées par la crise. Et à long terme, les données rassemblées par Olivier Marchand, Claude Thélot et Pierre Villa (études de l'INSEE) montrent que, entre 1919 et 2017, le PIB a été multiplié par 13, la productivité horaire l'a été par 15, le volume de travail mesuré en heures travaillées a baissé de 12 %, et l'emploi a augmenté de 41 %, grâce à une baisse de la durée annuelle du travail de 37 %.¹

Le retour à la maison commune du libéralisme après une escapade en territoire adverse est parachevé par une ode à la concurrence plutôt qu'à un « impôt Jean Valjean » forcément spoliateur et étouffeur des entreprises. Parce que la concurrence amènera à protéger l'environnement du seul fait

¹ Ces chiffres sont rapportés par M. Husson, « L'obscur mystère des 35 heures expliqué », *Alternatives économiques*, 12 mars, <https://www.alternatives-economiques.fr/michel-husson/lobscur-mystere-35-heures-explique/00088687>.

que les consommateurs pèsent par leur demande sur les choix des entreprises en faveur de celui-ci. Au fait : la concurrence n'est-elle pas déjà libre et non faussée ? Et l'environnement n'est-il pas le cheval de bataille prioritaire de toutes les politiques publiques ?

Nous voici arrivés au point d'orgue : « Ceux qui s'interrogent sur le monde de demain doivent comprendre que ce monde doit être associé au travail, à l'investissement, à la concurrence et certainement pas à un interventionnisme étatique désordonné et dangereux, car financé à crédit. » Eh oui, tout développement économique nécessite une anticipation par le crédit monétaire. Seul Jean-Baptiste Say croyait qu'il suffisait de mobiliser l'épargne déjà disponible. Le professeur Jean-Marc Daniel a du mal à dissimuler son ralliement à celui-ci en tonnant contre un supposé « keynésianisme populiste ». En tout cas, cette crise a du bon, elle nous ramène à l'essentiel et elle fait tourner la tête à certains. Il ne reste plus qu'à libérer le travail de ses pesanteurs idéologiques.